



## **Fermeture de Fessenheim**

# **La CFE Énergies dénonce un caprice politique faisant jouer un rôle politique à EDF dans la campagne présidentielle**

**L'aberration industrielle, économique et sociale du projet est aujourd'hui révélée par les sous-jacents électoralistes d'une décision imposée par l'État au mépris des salariés et des intérêts de la France.**

Le Conseil d'Administration a adopté ce jeudi 6 avril 2017 une délibération prévoyant la « fermeture irréversible et inéluctable » de la centrale nucléaire de Fessenheim mais en la conditionnant doublement : d'une part, à la mise en service de l'EPR de Flamanville et, d'autre part, au respect du plafond légal de 63,2 GWh.

Cette décision est la moins mauvaise option, même si pour la CFE Énergies, le Conseil d'Administration aurait dû refuser de voter cette délibération et ne pas céder au chantage inacceptable de l'État.

La CFE Énergies a toujours dénoncé le caractère absurde du projet de fermeture qui est une aberration industrielle, économique et sociale.

Seuls deux acteurs sont en mesure de décider la fermeture d'une centrale : l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) pour des questions de sûreté et l'entreprise elle-même pour des raisons économiques. L'État n'est pas en droit d'imposer une décision politique pour des raisons électoralistes à quelques semaines du premier tour de l'élection présidentielle.

Toutefois, la rédaction du communiqué d'EDF laisse clairement entrevoir la possibilité à un futur Gouvernement de revenir sur cette décision par la modification ou la suppression du seuil de 63,2 GWh prévue par la loi de transition énergétique.

La CFE Énergies dénonce également la précipitation de la Ministre de l'Écologie à communiquer alors que EDF n'avait pas publié son communiqué de presse, ce qui est un déni de gouvernance. Une nouvelle fois, l'État a montré son irresponsabilité.

En sacrifiant les emplois d'EDF et de ses sous-traitants à Fessenheim alors qu'il soutient les projets d'EPR en Grande-Bretagne avec des créations d'emplois au Royaume-Uni, l'État montre une nouvelle fois qu'il prend le problème à l'envers en opposant énergie nucléaire et énergies renouvelables alors que toutes deux sont complémentaires dans la lutte contre les émissions des gaz à effet de serre.

**La CFE Énergies appelle à la raison ceux qui, demain, auront à présider à la destinée de la France.**

**Contact presse** : William VIRY-ALLEMOZ – [william.viry-allemoz@cfe-energies.com](mailto:william.viry-allemoz@cfe-energies.com)

**LA CFE ÉNERGIES,**  
**100% LIBRES... 100% VOUS!**

**CFE-CGC ÉNERGIES**  
59 rue du Rocher  
75008 PARIS  
[www.cfe-energies.com](http://www.cfe-energies.com)  
[presse@cfe-energies.com](mailto:presse@cfe-energies.com)